

Composition de culture générale : La culture est-elle un service comme les autres ?

En 2020, une œuvre du célèbre artiste de Street Art Banksy a été mise aux enchères et vendue pour plusieurs millions d'euros. Cependant, au moment de l'adjudication par le commissaire-priseur, l'œuvre s'est autodétruite ne laissant plus que des lambeaux de papier derrière elle. Cette plaisanterie de Banksy peut être interprétée comme une manière de se moquer de son acheteur prêt à payer un prix exorbitant pour des confettis, mais aussi comme une critique à l'égard de la marchandisation de l'art. Cela pose donc la question de la spécificité des biens et services culturels.

Tout d'abord le terme « Culture » renvoie à différentes acceptations selon l'angle d'approche envisagé. Au sens anthropologique la culture désigne tout ce qui distingue l'homme de l'animal.

Au sens ethnologique, elle désigne l'ensemble de pratiques sociales, l'ensemble de traditions et de coutumes qui sont propres à une civilisation. On peut aussi entendre le terme « culture » comme désignant toutes les œuvres de l'esprit (art, littérature, musique, cinéma, théâtre, etc.). Envisagé sous un angle sociologique, on peut distinguer plusieurs types de culture, comme l'a fait BOURDIEU en séparant la culture « légitime » propre aux classes supérieures, de la culture « populaire » (La Distinction, Bourdieu). Cependant, aujourd'hui les individus semblent davantage se distinguer par un éclectisme culturel comme le montre Bernard LAHIRE dans son ouvrage La Culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi. Ensuite le terme « service » doit ici s'entendre au sens économique. Le service culturel désigne donc une prestation culturelle fournie suite à la rencontre entre une offre et une demande culturelle. On peut dès lors distinguer le service public culturel (tel les bibliothèques et les musées) du service culturel privé (cinéma, concerts, etc.).

A première vue, la culture semble donc remplir les caractéristiques d'un service classique : elle répond à une demande particulière en proposant une offre spécifique ; à un prix donné (qui peut être la gratuité dans le cas d'un service public). Cependant dire que la culture est un service comme les autres revient à affirmer qu'elle remplit uniquement une fonction économique d'allocation des ressources entre offre d'un côté et demande de l'autre. Or la culture remplit de nombreuses autres fonctions et ne peut donc pas être réduite à une simple vision de marché. La culture étant notamment ce qui permet aux hommes de faire société, il est donc fondamental de dépasser cette simple vision économique et même de protéger la culture du marché. Il convient donc de se demander en quoi justement la Culture n'est pas un service comme les autres, justifiant l'intervention de l'Etat dans le domaine culturel.

Tout d'abord, la vision de la culture comme un service est relativement récente et a été notamment accélérée par la mondialisation (I). Cependant la culture ne peut pas se réduire à une vision uniquement économique, ce qui implique l'intervention des pouvoirs publics au service de la protection et de la diffusion de la Culture (II).

Historiquement la culture n'était pas perçue comme un service mais davantage comme un moyen au service de la diffusion de la puissance française. Cependant, la création du ministère de la culture en 1945 marque l'avènement d'une véritable politique culturelle (I.A).

En France, il existe une forte tradition culturelle qui s'est notamment affirmée sous le règne de Louis XIV. Ainsi la création de différentes Académies vise à ériger le roi comme protecteur des Arts.

La puissance française est notamment célébrée par les historiographes du roi (RACINE et BOILEAU), tandis que la construction de Versailles est opérée sous l'égide des plus grands architectes et paysagistes de l'époque (LE NOTRE). Le roi Soleil entend faire rayonner la grandeur culturelle de la France et encourage donc la création artistique (tant que celle-ci ne se révèle pas critique à l'égard du pouvoir royal). Le siècle des Lumières et de ses philosophes viennent poursuivre l'affirmation de la France comme grande puissance culturelle à travers de grandes œuvres telles L'Encyclopédie initiée par Diderot, ou de grands voyages où le philosophe se veut conseiller du Prince (Voltaire auprès de Catherine II de Russie par exemple).

De plus, la culture a aussi été perçue comme un moyen au service d'une politique. Ainsi, lors de la III^e République, les instituteurs – « hussards noirs » de la République selon C. PEGUY – étaient chargés de diffuser les valeurs républicaines à travers l'enseignement d'une culture choisie. Le Tour du monde par deux enfants par Mme BRUNO avait ainsi pour objectif de transmettre une vision mythifiée de la France aux écoliers afin de susciter chez eux un attachement à la France et à la République. Bien plus tard, l'instrumentalisation de la culture trouvera son paroxysme lors des régimes totalitaires qui consacreront l'avènement d'une propagande culturelle. Ici, la culture n'est pas un service mais un moyen au service du pouvoir politique. Françoise SAGAN illustre ceci dans son roman un Sang d'Aquarelle, mettant en scène la réalisation d'un film sous l'occupation allemande. La liberté d'expression du réalisateur n'entre alors pas en jeu, seule compte la célébration du régime en place ou alors un sujet léger, la mise en scène d'amourettes destinées à distraire le peuple.

Cependant, à partir de la fin de la seconde guerre mondiale la culture va prendre une toute autre dimension avec la création du ministère de la culture dirigé par André MALRAUX. Au même moment, le Conseil d'Etat va opérer un revirement de jurisprudence, acceptant de reconnaître un théâtre comme un service public (CE, 1945 Leoni). Cela marque donc le départ d'une véritable politique culturelle à l'aune de ce que André MALRAUX nomme la « démocratisation de la culture ». En effet, il souhaite rendre accessible aux Français « les plus grandes œuvres du patrimoine de l'humanité » en provoquant la rencontre entre l'œuvre et son spectateur. Cette époque marque aussi l'avènement du Théâtre National Populaire (TNP) dirigé par Jean VILAR qui cherche lui aussi à démocratiser la culture pour la rendre accessible au plus grand nombre.

Ensuite, la politique culturelle menée par le ministre de la culture Jack LANG marque une rupture dans la continuité, car celui-ci annonce vouloir dépasser la démocratisation culturelle pour se diriger vers ce qu'il nomme la démocratie de la culture. Les principaux objectifs sont de favoriser et d'encourager toutes les pratiques culturelles et aussi celles amateurs ; de diffuser la culture à l'échelle du territoire, d'abolir les hiérarchies entre les différentes formes de culture, etc. Cette époque est notamment marquée par la loi sur le prix unique du livre, afin de protéger ce secteur d'une concurrence déloyale, mais aussi par un foisonnement de fêtes et événements culturels tels la Fête de la musique.

En parallèle du déploiement de la politique culturelle, la culture devient progressivement un service et entre dans la sphère économique, au risque de son instrumentalisation (I.B).

Tout d'abord, émergent plusieurs critiques suite à la politique menée par Jack LANG, dénonçant l'instrumentalisation de la culture par l'Etat et le relativisme culturel. Marc FUMAROLI dénonce de manière acerbe la « propagande culturelle » menée par l'Etat culturel.

Selon lui, vouloir mettre toutes les formes de culture au même niveau nuit à la spécificité et à la qualité de la culture elle-même.

Alain FINKIELKRAUT émet des critiques du même ordre dans son ouvrage La Défaite de la Pensée, où il y dénonce notamment le relativisme culturel.

A un autre niveau, on observe une certaine banalisation de la culture, au sens où celle-ci entre dans la sphère économique des services marchands – au risque du dévoiement de la culture. En effet, les techniques du marketing s'emparent des services publics : dans les musées on observe l'émergence de boutiques souvenirs et de goodies à l'effigie des œuvres-phares par exemple. Face à l'exigence de rentabilité, les blockbusters envahissent les salles de cinéma, risquant ainsi d'affaiblir la qualité cinématographique et d'occulter le cinéma d'auteur, bien moins rentable. Ce phénomène est renforcé par la mondialisation et la révolution des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). En effet, on se retrouve face à une inflation de l'offre culturelle et donc à une concurrence exacerbée, où la logique économique vient prendre le pas sur la beauté artistique. La culture devient ici un service comme un autre, tandis que l'œuvre se mue en produit culturel soumis à la dictature de l'offre et de la demande. Ce dévoiement de la culture peut notamment s'illustrer à travers un exemple tiré de L'Insoutenable légèreté de l'être de Milan KUNDERA. Dans ce roman, Thérèse se voit refuser la publication de ses photos de femmes devant les chars envahissant la Tchécoslovaquie, au motif que celles-ci ne plairont pas au public. A la place, on propose à Thérèse de devenir photographe de plantes d'intérieurs (notamment de cactus). Assimiler la culture à un service comme un autre, risque donc de nier la liberté créative et de soumettre la culture aux caprices de la demande et donc de parvenir à une uniformisation de la culture.

Progressivement élevée au rang de politique culturelle, la culture est aussi entrée dans la sphère économique, faisant ainsi coexister service public et service marchand, au risque de son instrumentalisation. Afin d'éviter que la culture ne se noie dans « les eaux glacées du calcul égoïste » (Marx), elle doit faire l'objet d'une intervention forte des pouvoirs publics au service de la protection de la culture et de sa diffusion.

Malgré l'entrée de la culture dans la sphère marchande, celle-ci ne peut pas être assimilée à un service comme les autres, car elle remplit de multiples autres fonctions qui ne sont pas prises en compte par le marché (II.A).

Tout d'abord, la culture permet l'élévation de l'esprit humain, la culture est donc bien plus une rencontre, qu'un service. En effet, la culture permet de s'évader, de s'échapper hors du temps et hors du monde. Ainsi La Princesse de Clèves de Voltaire permet d'effectuer un déplacement spatio-temporel, mais aussi d'accéder à un monde idéal à travers l'utopie des Gangarides. Dans un autre registre les dystopies telles 1984 G. ORWELL) ou La servante écarlate (M. ATWOOD) permet d'imaginer un monde qui on l'espère n'advientra jamais. La culture en général et la littérature en particulier favorisent donc le rêve, comme le montre l'exemple d'Emma BOVARY qui

rêvait sa vie, grandement influencée par la littérature chevaleresque qu'elle lisait lorsqu'elle était au couvent.

La culture exerce par ailleurs une fonction de catharsis (notion développée par ARISTOTE selon qui les tragédies permettaient de purger les passions néfastes et ainsi de lutter contre l'hybris humaine). Par les émotions qu'elle provoque la culture peut ainsi décharger l'homme de ses passions et excès. La culture est aussi une invitation à réfléchir.

A réfléchir sur soi comme le fait STENDHAL dans Souvenirs d'Egotisme, ou sur l'homme en général comme l'invitait à le faire le courant littéraire de l'Absurde tel en attendant Godot de S. BECKETT par exemple. Par la réflexion qu'elle suscite, la culture est aussi un outil de sublimation de l'expérience comme le montre FREUD. Ainsi la culture permet de dépasser la pulsion du ressentiment pour guérir de l'amertume qui caractérise la « foule des êtres manqués » (termes de NIETZSCHE, repris par C. FLEURY dans son Essai Ci-gît l'amer. Comment guérir du ressentiment).

La culture dispose aussi d'une fonction de lien social.

Elle permet de favoriser les rencontres (les premiers rapprochements d'Aurélien et de Bérénice ont lieu au théâtre, cf. Aurélien, ARAGON), mais elle permet aussi le partage d'émotions entre une communauté humaine. Ainsi voir une pièce de théâtre depuis un écran chez soi ne sera jamais comparable à une salle de théâtre, certes du fait que les acteurs sont réels, mais aussi du fait de cette atmosphère spéciale qui règne dans une salle de théâtre ou d'opéra : le bruissement des voix avant que ne commence le spectacle, l'éclatement des applaudissements à la fin, ... On peut véritablement ressentir une communion entre les spectateurs à ce moment-là.

Par ailleurs, la culture fonctionne aussi comme un marqueur social, établissant des hiérarchies entre les individus et contribuant donc à renforcer les inégalités sociales. En effet, selon la théorie des capitaux effectuée par BOURDIEU dans son ouvrage La Distinction, les classes supérieures sont dotées d'un fort capital culturel, ce qui leur permet d'édicter quelle forme de culture est légitime. Or ceux qui ne disposent pas des codes culturels socialement valorisés font alors l'objet d'une violence symbolique qui conduit à des discriminations et à une stigmatisation. Cette théorie a été tempérée par Bernard LAHIRE notamment, qui a mis en évidence le fait que les individus se distinguaient aujourd'hui davantage par leur éclectisme culturel, plutôt qu'un type de culture univoque.

Cependant, la culture continue aujourd'hui de fonctionner comme un marqueur social, car lorsqu'on regarde le type de public se rendant à l'opéra on se rend bien compte que ce sont majoritairement des spectateurs appartenant aux classes supérieures, et ce, malgré les politiques tarifaires appliquées.

Ainsi, la culture ne peut pas et ne doit pas être réduite à un simple service, car cela reviendrait à nier toutes ses autres fonctions et à l'abandonner au libre-jeu du marché. Une action publique est donc nécessaire pour protéger, et développer les différentes fonctions de la culture (II.B).

Tout d'abord, afin d'extraire la culture de la tyrannie du marché et de sa « main invisible » (A. SMITH), un soutien financier est nécessaire. Le secteur culturel est régi par la Loi de BAUMOL, cela signifie que quel que soit son ancienneté ou sa taille, il ne bénéficie pas d'économies d'échelle (il faut toujours un certain temps pour installer le décor d'une pièce de théâtre par exemple, un temps qui est incompressible). Cela

justifie donc que la culture bénéficie d'un soutien financier particulier (subventions du ministère de la culture via la DRAC par exemple, mais aussi subventions des diverses collectivités territoriales (région, communes,)).

Les services publics culturels permettent ainsi de satisfaire à cet objectif : fournir une activité de service, mais sans être astreint à des objectifs de rentabilité qui risqueraient de nuire à la qualité et à la diversité de l'offre culturelle. Dans ce sens, la culture est un service public comme les autres, qui a lui aussi pour but de satisfaire l'intérêt général et de participer au bien commun des citoyens.

Le service public culturel est donc soumis aux mêmes exigences que les autres services, c'est-à-dire les règles d'égalité, de mutabilité et de continuité (Lois de ROLLAND) auxquelles on peut rajouter le principe de neutralité.

Cependant, comme nous l'avons évoqué précédemment, la culture est bien plus qu'un simple service marchand, ce qui justifie donc une intervention des pouvoirs publics. Il faudrait tout d'abord réussir à amener la culture aux publics « empêchés » (qui ne se sentent pas légitimes ou qui n'ont pas accès à la culture). Cela peut passer certes par des politiques tarifaires adaptées mais aussi par des actions plus ciblées, telles que des expositions hors-les-murs. Il peut aussi être intéressant de développer des tiers-lieux susceptibles d'amener des publics différents à se côtoyer dans un même lieu, ce qui permettrait ainsi de favoriser le lien social et d'attirer des publics moins accoutumés à fréquenter des lieux culturels.

Il s'agit aussi de combattre les déterminismes sociaux qui s'incarnent notamment à travers les inégalités culturelles qui se transforment ensuite en inégalités sociales. On pourrait envisager d'agir à travers l'école afin d'encourager davantage les enfants à être en contact avec la culture, et ce dès le plus jeune âge.

Des projets tels que DEMAS (proposer à des enfants d'intégrer un orchestre dirigé par des musiciens de la philharmonie, qui leurs donnent des cours, tandis que les instruments leurs sont prêtés gratuitement) sont donc à développer, car ils permettent d'apporter la culture à ceux qui en sont éloignés (en l'occurrence les enfants provenant de quartiers populaires). La culture est donc un vecteur qui permet donc de croiser plusieurs politiques : politique sociale, politique éducative, et qu'il convient donc d'encourager à tous les niveaux du territoire.

La culture est fondamentale, car c'est elle qui fait la richesse et la singularité de l'humanité par rapport au règne animal. Dès lors, elle ne peut être considérée comme un service semblable aux autres. On ne peut pas envisager uniquement la culture sous un angle économique car cela risque de provoquer sa marchandisation et son instrumentalisation.

Bien plus qu'un simple service, la culture c'est « l'électricité sociale » (CHATEAUBRIAND, Mémoires d'Outre-tombe), c'est ce qui permet de transcender notre simple condition matérielle et de « nous élancer vers le ciel » (SENEQUE).